

JACQUELINE NIVARD

L'interprétation soviétique du régime chinois

Si leur attitude a connu des variations ces derniers mois, l'attention des Soviétiques pour leur voisin de l'Est est restée toujours vigilante et inquiète.

Le nombre des ouvrages consacrés à la Chine en URSS n'a cessé de s'accroître, depuis dix ans, mais, alors qu'ils étaient tous violemment critiques, la polémique s'est tue brusquement à la mort de Mao : aucune attaque dans les deux premiers numéros de 1977 de *Problemy Daln'ego Vostoka* (1) et la *Pravda* elle-même, dédaignant les apostrophes de la presse chinoise, ne fait alors que reproduire les propositions d'accord déjà bien connues. Accalmie de courte durée : la télévision d'abord (2), la *Pravda* ensuite, en février 1977 devaient rompre avec cette temporisation. Hua Kuo-feng est accusé de suivre la politique de Mao, l'antisoviétisme des dirigeants chinois est dénoncé ainsi que leur expansionnisme. Peu de commentaires de Moscou aux changements de personnel entérinés par le XI^e Congrès en août 1977 : la *Pravda* du 27 août 1977 dresse un bilan du Congrès, en se bornant à présenter des passages du communiqué final et à souligner le danger de l'antisoviétisme.

Les deux pays, les deux partis se retrouvent sur leurs positions traditionnelles, exacerbées par plus de vingt ans de disputes.

Comment les Soviétiques considèrent-ils donc le régime chinois ?

(1) Revue trimestrielle, consacrée à l'Extrême-Orient et traitant le plus souvent des problèmes chinois, publiée par l'Académie des Sciences de l'URSS.

(2) Cf. *Le Monde* du 5 février 1977.

UNE DICTATURE « MILITARO-BUREAUCRATIQUE »

Pour les Soviétiques, la RPC est gouvernée depuis plus de dix ans par une dictature militaro-bureaucratique (3). Le rôle mobilisateur et organisateur de l'armée apparaît à leurs yeux après la Révolution culturelle. Les purges consécutives à l'affaire Lin Piao ne l'ont pas affaiblie : en 1975, au niveau local, 35 % des présidents et des vice-présidents des Comités révolutionnaires sont des militaires (4). Au niveau gouvernemental, la plupart de ceux qui détiennent le pouvoir appartiennent à l'armée. Plus de la moitié des membres du Conseil des Affaires d'Etat sont d'anciens militaires.

La Constitution de 1975 renforce les pouvoirs des forces armées et rend nul celui du Parti (5). L'APL (Armée populaire de Libération) et la milice sont sous la direction du Parti, mais dans la mesure où le président du Comité central est le commandant de toutes les forces armées, c'est lui qui détient le pouvoir et non plus le Parti. Gudošnikov écrit : « Le Parti communiste a en effet cessé d'être la force dirigeante de la société et de l'Etat, étant devenu une organisation de masse soutenant le régime de dictature militaro-bureaucratique, en quelque sorte une agglomération de « petits rouages inoxydables » du Président Mao, un instrument dans les mains des dirigeants maoïstes » (6). La Constitution de 1975 stipule que l'armée n'est pas seulement un corps de combat, mais aussi une unité de travail et de production. Les Soviétiques concluent d'une part que cela contribue à renforcer l'idée d'autosuffisance de l'armée, et que, d'autre part, cela légalise son intervention dans l'économie.

Là ne s'arrêtent pas leurs critiques : ils soulignent aussi l'absence d'articles définissant la structure de l'Etat ce qui donne libre champ aux manœuvres pour s'emparer du pouvoir. Ils reprochent également à la Constitution de 1975 d'avoir diminué l'autorité de l'APN (l'Assemblée populaire nationale) et de son Comité permanent, d'avoir insuffisamment énoncé les prérogatives du Conseil des Affaires d'Etat ou d'autres membres de cet organe. Elle n'a plus aucune emprise sur son Comité permanent. La nouvelle Constitution ne mentionne

(3) L. M. GUDOŠNIKOV, *Političeskij mehanizm kitajskoj narodnoj respubliké*, Moskva, « Nayka », 1974, 206 p., pp. 129-167.

(4) P. M. NERONOV, B. P. BARAH'TA, *Armija-osnova maoistskovo režima*, *Problemy Daln'ego Vostoka*, 1976, n° 1, p. 74.

(5) L. M. GUDOŠNIKOV, *Dve konstitucii kitajskoj narodnoj respubliky*, *Problemy Daln'ego Vostoka*, 1975, n° 2, p. 66.

(6) *Ibid.*, p. 65.

plus ses fonctions antérieures telles : le contrôle du respect de la Constitution, la décision de la déclaration de guerre ou de la proclamation d'amnistie, ni celui de l'approbation de la structure de l'Etat. Le Comité permanent de l'APN n'exerce plus aucun pouvoir sur les autres appareils d'Etat (Conseil des Affaires d'Etat, Cour suprême) et sur la nomination de hauts fonctionnaires (en dehors des représentants diplomatiques). La contraction du nombre des départements ministériels diminue l'influence du Conseil des Affaires d'Etat. De plus, la nouvelle Constitution ne mentionne pas le rôle des ministres et des présidents de comités.

Le but du remaniement de la Constitution est clair : « (...) introduire le culte de la personnalité, des méthodes dictatoriales d'administration, une militarisation de l'Etat et de la société » (7). De cette façon, les dirigeants maoïstes éliminent tous leurs opposants par l'intermédiaire de la milice et de l'armée (8).

UNE DICTATURE CHAUVINE « GRAND-HAN »

Leur chauvinisme caractérise ensuite les dirigeants chinois : la Chine est gouvernée par « une dictature chauvine grand-han ». Ce chauvinisme a des traditions séculaires. Gudošnikov montre que les quelques mesures de protection des minorités définies dans la Constitution de 1954 ont été abrogées dans celle de 1975 (9). Dans le préambule de la Constitution de 1954 figure tout un paragraphe sur la politique nationale et les minorités, dans celle de 1975, il ne reste que la formule « le peuple de toutes les nationalités ». La clause de la Constitution de 1954 assurant l'égalité des minorités nationales est supprimée en 1975 de la liste des pouvoirs des organes locaux. Aucune disposition sur le droit des nations à l'autodétermination n'y figure.

Les auteurs soviétiques insistent sur le contrôle de ces régions par l'armée qui y stationne. C'est pourquoi, sous prétexte de combattre le nationalisme local ou le factionnalisme, le pouvoir central persécute les cadres des minorités nationales. De toute manière, ces cadres ne détiennent jamais un réel pouvoir. Ainsi, les dirigeants maoïstes mènent une politique d'assimilation des minorités, en implantant des Chinois Han dans ces régions. Lorsque la RPC fut fondée, 3 % de la population du Sinkiang aurait été Han, mainte-

(7) *Ibid.*, p. 80.

(8) K. A. EGOROV, Karatel'no-repressiinyj apparat v sisteme maojskoj dik-tury, *Problemy Daln'ego Vostoka*, 1976, n° 1, p. 86.

(9) Cf. L. M. GUDOŠNIKOV, *op. cit.*, p. 74.

nant la proportion serait de 40 % (10). Tout confirme que les autorités chinoises veulent anéantir les cultures et les langues des minorités nationales : les Mongols ne peuvent pas parler leur langue en présence d'un Chinois, les œuvres littéraires ouïghoures, jugées féodales, ont été mises hors de circulation et remplacées par les œuvres de Mao Tsé-Toung... Dans la *Pravda* du 5 décembre 1971, Fedoseyev qualifie le maoïsme de « social-chauvinisme sinisé ».

Aussi les dirigeants chinois ont-ils failli à leur tâche d'éducateur : « Dès la mainmise du groupuscule nationaliste et petit-bourgeois de Mao Tsé-Toung sur le PCC, toute éducation internationaliste des travailleurs fut stoppée pour faire place à l'endoctrinement de notions telles que (...) le sino-centrisme, le chauvinisme et l'antisoviétisme » (11).

UNE DICTATURE « PETITE-BOURGEOISE » ET « ANTIMARXISTE »

La critique fondamentale du régime, enfin, est la suivante : la Chine est gouvernée par une dictature petite-bourgeoise, c'est pourquoi ses dirigeants poursuivent une politique non marxiste. Le maoïsme est incapable de se dégager du nationalisme et du chauvinisme car il représente les vues de la petite bourgeoisie. « La nature sociale du maoïsme provient de ses liens avec la petite bourgeoisie, avec les catégories non prolétariennes de la société chinoise, de leur idéologie, de leur psychologie et de leurs habitudes » (12). Pour les Soviétiques, Mao Tsé-Toung utilise les mêmes méthodes que les seigneurs de la guerre, mais en scandant des slogans d'extrême-gauche. Les concepts tels que la « Dictature du prolétariat », la « Révolution culturelle », le « Socialisme », l'« Internationalisme », le « Parti communiste », la « Révolution »... ont été falsifiés. De la dictature du prolétariat, il ne reste que la dictature de la bourgeoisie nationale : le prolétariat a été écarté des affaires de l'Etat. L'article 8 de la Constitution de 1975 selon lequel celui « qui ne travaille pas, ne mange pas » et « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » n'est qu'une « fiction constitutionnelle » (13). Par sa nature, par l'origine de classe de ses dirigeants, le maoïsme est incompatible avec le marxisme. Lors du rapport du Comité central

(10) Cf. T. RAKHIMOV, N. TESHILOV, Peking's Great Han Chauvinism in the national question, *Far Eastern Affairs*, 1975, n° 2, p. 54.

(11) O. VLADIMIROV, Veliko deyani Kours Pekina, *Izvestia*, Moscou, 11 septembre 1975, p. 37, « Problèmes politiques et sociaux », n° 274, série URSS, 45.

(12) O. E. VLADIMIROV, Sovremennij etap ideoložičeskoj bor'by protiv maoisma *Problemy Dal'nego Vostoka*, 1974, n° 3, p. 126.

(13) Cf. L. P. GUDOŠNIKOV, *op. cit.*, p. 75.

du PCUS, le 24 février 1976, Leonid Brejnev déclare : « C'est peu de dire aujourd'hui que l'idéologie et la politique maoïste sont incompatibles avec la doctrine marxiste-léniniste. »

Les Soviétiques refusent de voir dans le maoïsme une sinisation du marxisme. Ils pensent effectivement que ce n'est ni un enseignement original, ni une théorie cohérente. Le maoïsme serait donc un amalgame des doctrines les plus diverses telles le confucianisme, le légisme, le marxisme, le socialisme utopique, le populisme, l'anarchisme, le trotskysme... « Même les membres de l'*intelligentsia* progressiste révolutionnaire à laquelle de nombreux dirigeants actuels appartiennent voient le marxisme et les autres théories révolutionnaires progressistes à travers le prisme de l'idéologie chinoise traditionnelle, et surtout du confucianisme et du légisme » (14).

Pour le PCUS, la Chine est gouvernée par « de dangereux aventuriers », avides de pouvoir personnel. Leur méthode se résume à dresser les groupes les uns contre les autres, pour préserver leur pouvoir personnel. La fin du XI^e Congrès marque « le début d'une nouvelle étape pour la lutte pour le pouvoir » (15). Le maoïsme n'est pas seulement incompatible avec le marxisme, il est « antimarxiste ». « Le maoïsme est l'antithèse parfaite du léninisme et de toutes les traditions marxistes de la pensée sociale » (16).

Finalement, pour Moscou, la Chine étant gouvernée par une dictature militaro-bureaucratique, chauvine et petite-bourgeoise, ne peut que poursuivre une politique extérieure hégémonique, expansionniste et antisoviétique. Mais il est frappant de constater que les attaques que s'adressent réciproquement l'URSS et la RPC présentent de grandes similitudes. A la question qui gouverne l'URSS ?, la réponse de la RPC serait que « l'URSS est gouvernée par la dictature chauvine grand-russe et militaristes des nouveaux tsars », une dictature de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand (17). Si le PCUS est révisionniste, c'est parce qu'il a trahi le socialisme. D'où une très grande répression des opposants par l'appareil policier. Le nouveau projet de Constitution « codifie la dictature fasciste des capitalistes bureaucrates et monopolistes, ainsi que leur politique social-impérialiste » (18). En raison de cet état de chose, pour Pékin, l'URSS mène une politique revancharde, impérialiste et hégémonique.

(14) O. BORISOV, B. KOLOSKOV, *Sino-Soviet Relations*, Moscow, Progress Publishers, 1975, 366 p., p. 94.

(15) Cf. Radio-Moscou du 22 août 1977, d'après *Le Monde* du 23 août 1977.

(16) Cf. O. E. VLADIMIROV, *op. cit.*, p. 132.

(17) Il est à noter que les attaques chinoises sont beaucoup plus incisives et imagées que les critiques soviétiques.

(18) Cf. *Agence Chine nouvelle* du 12 juin 1977.